

Allocution du président de la République, Macky Sall, à la 67ème session de l'Assemblée générale des Nations unies

New-York, le 25 septembre 2012

- **Majestés,**
- **Altesses**
- **Excellences, Mesdames, Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement**
- **Monsieur le Président de l'Assemblée Générale,**
- **Monsieur le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies,**
- **Mesdames, Messieurs les Ministres et Chefs de Délégation,**
- **Mesdames, Messieurs,**

Je souhaite tout d'abord féliciter Son Excellence Monsieur Vuk JEREMIC pour son élection à la Présidence de la 67ème Session de l'Assemblée générale des Nations Unies et lui présenter mes meilleurs vœux de succès.

Je salue également la contribution positive de l'Ambassadeur Nassir Abdulaziz AL-NASSER, Président de la 66e Session, aux travaux de l'Assemblée générale

Au Secrétaire général BAN Ki-Moon, je réitère les encouragements et le soutien du Sénégal dans l'exercice de sa délicate mission au service de notre Organisation.

Le 25 mars dernier, après deux tours de scrutin âprement disputés, dans le calme et la sérénité, le peuple sénégalais, inspiré de ses valeurs de démocratie et de liberté, a massivement voté, à plus de 65 %, pour le changement à la tête de l'Etat et le respect des exigences républicaines.

Des pays et organisations amis nous ont soutenus et accompagnés dans cette belle aventure de consolidation de notre tradition démocratique, notamment pour le perfectionnement de nos instruments électoraux et la supervision de toutes les étapes du scrutin.

Je leur redis ici nos sincères remerciements.

En tant que Président nouvellement élu du Sénégal, je viens réaffirmer notre foi dans nos valeurs communes et dans la vocation des Nations Unies de favoriser, par la coopération, l'avènement d'un monde meilleur et plus accueillant pour tous.

Bâtir un monde meilleur, c'est assurément et avant tout œuvrer ensemble pour que la paix règne entre les peuples et en leur sein, comme le suggère le thème de cette Session, qui porte sur « L'ajustement ou le règlement des différends internationaux par des moyens pacifiques ».

Nées sur les cendres et les débris de la guerre, les Nations Unies traduisent le rêve et l'espoir d'un monde libéré du spectre de l'antagonisme et affranchi d'une vision manichéenne où les bons seraient d'un côté et les mauvais de l'autre.

Soixante deux ans après, entre médiations et bons offices, entre conciliations, arbitrages et missions de paix, l'Organisation a contribué de façon remarquable à la pacification des relations internationales.

Mais soixante deux ans après, malgré ces progrès louables, les menaces à la paix et à la sécurité restent tout de même préoccupantes et ont profondément changé de nature.

C'est le cas au Nord Mali, où des bandes terroristes organisées, puissamment armées et nourries de trafics illicites de tous genres, continuent d'occuper en toute illégalité les deux tiers du pays, de semer la désolation parmi les populations et de détruire des symboles du patrimoine culturel mondial.

Le Nord Mali est devenu une zone de non droit, un sanctuaire pour le recrutement et l'entraînement de la nébuleuse terroriste internationale qui, prenant abusivement l'Islam comme prétexte pour masquer ses activités criminelles, se donne pour ambition de s'attaquer à des intérêts étrangers et d'atteindre d'autres pays de la sous région et du monde.

Garant de la sécurité collective des Etats membres en vertu de la Charte des Nations Unies, le Conseil de Sécurité a l'obligation d'agir pour mettre fin à cette situation.

Autrement, il aura failli à ses responsabilités.

C'est pourquoi, suite à la requête du Gouvernement malien et à l'Accord convenu avec la CEDEAO, nous invitons le Conseil à autoriser les actions nécessaires pour aider à combattre les groupes terroristes et restaurer l'intégrité territoriale du pays.

Je réitère en même temps notre ferme rejet de toute partition du Mali et notre condamnation du coup d'Etat du 22 mars 2012.

Notre conviction est qu'en Afrique comme ailleurs, la place de l'Armée, c'est la caserne ; et sa vocation, c'est de rester sous le commandement de l'autorité civile.

En Guinée Bissau, à l'instar des Etats membres de la CEDEAO, nous saluons les efforts que mène le Gouvernement de Transition pour le redressement des Institutions du pays, l'organisation d'élections crédibles et le retrait définitif des militaires de la scène politique. Nous soutenons également l'ouverture du Gouvernement à toutes les composantes politiques du pays, dans un esprit d'apaisement et de réconciliation nationale.

Déjà éprouvée par l'instabilité institutionnelle et économique, la Guinée Bissau reste confrontée à des groupes narcotrafiquants. Elle mérite l'attention et l'appui de la Communauté internationale.

Tout comme la Palestine.

En sa qualité de Président pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, le Sénégal redit son soutien à la création d'un Etat palestinien viable et indépendant, avec Jérusalem Est comme capitale et siégeant ici, parmi les Nations libres.

Un Etat palestinien viable et indépendant, vivant en paix avec l'Etat d'Israël, chacun à l'intérieur de frontières sûres et internationalement reconnues, est une de nos plus vieilles promesses non tenues.

Sa réalisation reste pourtant le seul gage d'un règlement pacifique, juste et durable de la crise au Moyen Orient. Dans l'intérêt de tous les peuples de la sous région et du monde, il est temps que la terre sainte des trois religions révélées cesse d'être une terre de feu, de sang et de larmes ; car la lumière de la sagesse émanant de sa vocation spirituelle en fait plutôt une terre de paix et de fraternité humaine.

En Afrique et dans le reste du monde, le Sénégal salue et soutient l'avancée de la démocratie et des libertés fondamentales.

Nous déplorons que certains, refusant l'évidence que le destin de l'homme est de vivre libre, n'offrent, en réponse aux aspirations légitimes de leur peuple, que la violence atroce contre des populations civiles innocentes.

Monsieur le Président,

Le règlement pacifique des différends qui retient à juste titre l'attention de la présente Session, ne doit cependant pas occulter d'autres urgences et d'autres besoins non satisfaits.

Plus que par le passé, nous vivons une époque de paradoxes et de questions non résolues.

Le paradoxe de notre temps, c'est que jamais, dans l'histoire de l'humanité, le monde n'a accumulé autant de richesses ; et que jamais, dans l'histoire de l'humanité, le monde n'a compté autant de pauvres.

Alors, quel monde pour demain ?

La question peut être troublante. Mais si gouverner c'est prévoir, nous ne pouvons l'esquiver.

Quel monde voulons-nous, quand, vingt ans après le Sommet Planète-Terre de Rio, le constat est établi que la dégradation continue de l'environnement du fait de l'homme risque désormais de compromettre les conditions de vie sur terre ?

Quel monde voulons nous, quand, selon les estimations de la FAO, plus de 900 millions de personnes sont victimes de sous alimentation, alors même que le potentiel de l'agriculture mondiale peut nourrir plus de deux fois la population de la Planète ?

Quel monde voulons-nous, quand, dans nos villes et nos campagnes, des millions d'êtres humains n'ont aucun accès aux services sociaux de base et que par millions, des femmes continuent de perdre la vie en la donnant ?

Quel monde voulons-nous, quand des millions de jeunes, après des années d'études, d'efforts et de sacrifices, ne trouvent, à la place du rêve accompli, que le cauchemar du chômage et l'indignation comme exutoire de leur détresse ?

Quel monde voulons-nous, quand des millions de travailleurs, pères et mères de familles, qui gagnent le minimum vital, se retrouvent brutalement sans emploi parce que l'entreprise a fait faillite et que le responsable principal s'en tire plutôt à bon compte avec « un parachute doré » en guise d'indemnité ?

Face à tant de défis, anciens et nouveaux, le cours de l'histoire nous montre que les paradigmes ont changé et que les vieilles recettes ne feront certainement pas notre fortune.

Il nous faut redéfinir le sens de nos priorités, investir dans l'économie réelle et convenir d'un nouvel ordre mondial plus juste.

Et dans cette perspective, le Continent Africain, qui a enduré des siècles d'esclavage et d'exploitation, ne peut à nouveau s'offrir en cheval de Troie et livrer ses ressources dans une compétition qui la confinerait davantage à la marge du progrès et du bien être.

Nous appelons à une autre vision des relations avec l'Afrique ; une vision où il s'agira, non pas de traiter de l'Afrique et des Africains, mais avec l'Afrique et les Africains, dans un partenariat concerté et plus équitable parce que tenant compte des priorités et des intérêts de chacun.

C'est ce que nous souhaitons ici aux Nations Unies.

C'est aussi ce que nous réclamons dans les relations entre le NEPAD d'une part, le G.8, le G.20 et d'autres mécanismes de partenariat d'autre part.

Et pour le Sénégal, au-delà des exigences de démocratie et de bonne gouvernance dont nous convenons, nos priorités doivent, plus que jamais, porter sur l'agriculture, les infrastructures et l'énergie.

C'est la voie obligée du progrès ; celle qui change qualitativement le quotidien des populations et sans laquelle les efforts de développement et de consolidation de la démocratie dans nos pays resteront incertains.

Monsieur le Président,

S'agissant de la réforme du Conseil de Sécurité, le Sénégal réaffirme son attachement à la position africaine exprimée dans le consensus d'EZULWINI.

Que l'Afrique, Continent qui compte le plus grand nombre de pays aux Nations Unies, et dont les problèmes occupent l'essentiel des travaux du Conseil, y soit représentée de manière équitable, est une exigence de justice et de bon sens.

Car en définitive, la démocratie réclamée aux Etats est aussi exigible de l'Organisation qui les incarne.

Pour conclure, je souhaite, au nom de l'Organisation de la Coopération Islamique dont le Sénégal assure la Présidence en exercice, renouveler notre foi dans le dialogue pour la coexistence pacifique des religions, des cultures et des civilisations.

Dialoguer pour apprendre à vivre ensemble, c'est reconnaître et respecter nos différences comme sources de richesse et non de confrontation.

C'est refuser l'inacceptable diffamation des religions et la violence sous toutes ses formes.

C'est renoncer à toute velléité de domination d'une culture et d'une civilisation sur les autres.

C'est, enfin, sublimer la compréhension mutuelle pour surmonter le sentiment de la méfiance et de la peur qui altère notre humanité commune.

Alors, célébrant la « Civilisation de l'Universel », que prônait mon illustre compatriote, feu le Président poète, Léopold Sédar Senghor, l'homme cessera d'être « un loup pour l'homme » selon la vision de Thomas HOBBS, pour devenir, suivant une sagesse bien de chez nous, « un remède pour l'homme ».

Nous le devons à nous-mêmes. Et nous le devons aux générations futures.

Je vous remercie de votre aimable attention et souhaite plein succès aux travaux de la Session.